



Perpignan, le 4 février 2026

Communiqué intersyndical

A QUOI JOUE LE PREFET DES PO ?

Ce samedi 31 janvier, quelques centaines de personnes se sont rassemblées Place de la Victoire à Perpignan à l'appel du syndicat Alliance Police Nationale avec le mot d'ordre : "stop aux promesses sans actes, stop à l'effondrement de l'autorité, stop à l'insécurité, stop à l'impunité".

Parmi elles et eux, étaient présents des élu.es de droite et d'extrême droite mais aussi le préfet des Pyrénées-Orientales.

Les organisations syndicales CGT-FSU-SOLIDAIRES s'indignent de la participation du représentant de l'Etat à ce rassemblement qui s'apparente, à la veille d'élections municipales et professionnelles, à un coup de force des organisations porteuses des idées d'extrême droite.

Les organisations syndicales CGT-FSU-SOLIDAIRES sont scandalisées et s'interrogent :

- comment un préfet, qui incarne l'Etat sur notre territoire, peut-il participer à un rassemblement à l'appel d'une organisation syndicale représentative dans son propre ministère alors qu'il est tenu à un devoir de neutralité ?
- comment un haut fonctionnaire soumis à un devoir de réserve peut-il s'afficher bras dessus bras dessous avec des élus et des représentants syndicaux dans la presse et les réseaux sociaux ?
- comment un préfet peut-il soutenir des revendications contraires aux orientations et à la politique du ministre de l'intérieur ?
- l'appel d'Alliance Police national amalgamant insécurité et impunité, comment un préfet peut-il soutenir la remise en cause de l'indépendance de la Justice par rapport à la police, et donc la structure même de notre Etat de droit ?

Pour les organisations syndicales CGT-FSU-SOLIDAIRES, l'insécurité n'est pas une fatalité, armer toujours plus les forces de l'ordre et demander la présomption de légitime défense pour les policiers ne règlera rien, au contraire !

Depuis trop longtemps, l'insécurité est le lot quotidien des travailleurs et des travailleuses de notre département (insécurité au travail, insécurité au logement, insécurité alimentaire...). L'Etat et les politiques libérales et austéritaires des gouvernements qui se succèdent sont responsables de la fracture sociale et de l'augmentation du sentiment général d'injustice, que l'extrême droite amalgame avec insécurité.

Au lieu d'équiper toujours plus les forces de l'ordre, l'urgence est au renforcement et au développement des services publics (école, santé, transport, énergie, logement, action sociale...) afin de favoriser la cohésion sociale quelles que soient les origines de nos concitoyens et nos concitoyennes.

Sur notre département fortement touché par le chômage et la précarité, l'urgence est à l'augmentation générale des salaires, point d'indice pour les fonctionnaires, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, l'augmentation des pensions pour les retraités et des minimas sociaux pour les jeunes et les plus précaires.

Le 2 décembre dernier, nos organisations CGT 66, FSU 66 et Solidaires 66 étaient dans la rue et ont appelé à la grève pour exiger un autre budget que celui qui nous est imposé aujourd'hui par le gouvernement Lecornu à coup de 49.3.

Nos organisations sont déterminées à ne rien lâcher contre les idées nauséabondes de l'extrême droite et à poursuivre les luttes pour défendre les droits des travailleurs et des travailleuses. Elles attendent aussi que le préfet des PO retrouve une neutralité inhérente à son poste.

Dans l'attente que vous diffusiez ce communiqué de presse.